

Sécurité de la vieillesse—Loi

On peut voir à quel point, monsieur le Président, l'opposition peut faire de la politique sur le dos des personnes âgées, mais il suffit de rencontrer ces personnes-là pour constater à quel point elles ont confiance au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) qui les a toujours protégées, qui les a toujours défendues au Cabinet et qui a toujours été appuyée par les ministériels.

• (1640)

M. Keeper: Monsieur le Président, je veux poser une question au député de Laval (M. Roy).

Le président suppléant (M. Corbin): L'honorable député de Laval accepte-t-il qu'on lui pose une question, puisqu'il reste une minute du temps qui lui est alloué?

M. Roy: Certainement. C'est la raison pour laquelle j'ai donné l'occasion à l'opposition de poser des questions, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Corbin): L'honorable député de Winnipeg-St. James (M. Keeper) a la parole.

M. Keeper: Monsieur le Président, les néo-démocrates proposent et les libéraux agissent. C'est maintenant que les néo-démocrates proposent que le gouvernement donne toutes les pensions aux pensionnés. Pourquoi les libéraux ne font-ils pas maintenant l'action de retirer cette loi?

M. Roy: Parce que les libéraux assument la responsabilité de l'administration d'un pays. Il en est ainsi pour le capitaine d'un bateau. Alors les néo-démocrates demeurent encore les mouettes qui chantent dans les airs, mais les libéraux assument la responsabilité de l'administration du pays. L'inflation était le principal facteur, limitant l'expansion de notre économie, et c'est la raison d'être aujourd'hui des divers programmes que l'on a mis de l'avant. L'inflation diminue de mois en mois. Et lorsque l'inflation sera à un niveau normal, l'économie va reprendre et va continuer à prendre de l'expansion et à ce moment-là, si cela est possible, on augmentera le chèque des pensions des personnes âgées, et je suis assuré, monsieur le Président, que la philosophie libérale va s'appliquer une fois de plus.

[Traduction]

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur le Président, le député de Laval (M. Roy) a défendu le projet de loi, mais ce faisant, il a oublié de mentionner un élément auquel plusieurs d'entre nous ont certainement pensé. Ce sont des organismes privés comme la CWL, le Women's Institute, la Eastern Star et d'autres encore qui ont les premiers ouvert des maisons de retraite pour les personnes âgées qui ne pouvaient rester chez elles. Il se trouve que j'ai une certaine expérience en ce domaine dans ma province.

Quand ces maisons ont été ouvertes, la pension de sécurité de la vieillesse comme on l'appelait, devait couvrir tous les frais d'hébergement, nourriture y compris. Il devait même leur rester quelques dollars pour s'acheter à l'occasion des cigarettes ou des friandises. Il leur restait quelques dollars pour cela.

Mais vous aurez beau chercher aujourd'hui, vous ne trouverez pas une seule maison de retraite dont le prix de pension corresponde au montant de la pension de sécurité de la vieillesse. Il faut même ajouter au montant du chèque de pension

de vieillesse entre \$30 et \$100 par mois pour être logé dans ces maisons dont les locaux sont payés depuis belle lurette et qui n'ont donc pas de dépenses d'amortissement. La pension de vieillesse ne suffit donc plus et il faut que les personnes âgées aient des revenus additionnels.

La pension de sécurité de la vieillesse n'a donc plus le même pouvoir d'achat qu'elle avait à l'origine. Or, on veut maintenant plafonner son indexation à 6 et 5 p. 100. La situation va encore se dégrader pour les personnes âgées qui habitent dans ces maisons de retraite. Il va leur falloir réclamer une aide supplémentaire de la part des pouvoirs publics pour y rester. C'est là le résultat pitoyable de l'attitude du gouvernement vis-à-vis des personnes âgées. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle cette mesure soulève un tel tollé.

Si le gouvernement en est arrivé à prendre cette décision, c'est qu'il n'a tenu aucun cas des conseils de ses prédécesseurs dont certains d'ailleurs étaient libéraux. Ils n'ont pas écouté les économistes qui réclamaient l'adoption de cycles budgétaires permettant d'accumuler des excédents en période de prospérité économique pour pouvoir s'offrir des déficits en temps de crise. Il y a bien longtemps qu'avec leurs extravagances, les libéraux en ont oublié cette idée.

D'année en année, le budget fédéral a grossi au point que le gouvernement est incapable de maintenir l'indexation de la pension de vieillesse. On ne pouvait imaginer pire constat d'échec pour la politique du gouvernement.

On a parlé aussi des pensions des anciens combattants. On aurait dû selon moi procéder à certains changements. Je ne critique personne en particulier, mais il est bon de signaler que les membres des forces armées à la retraite qui ont droit à une pension de retraite sont visés eux aussi par le programme des 6 et 5 p. 100. N'allez pas essayer de me faire croire que tous les membres des forces armées à la retraite ne sont pas touchés par le programme des 6 et 5 p. 100, car bon nombre d'entre eux le sont.

En abandonnant le principe des cycles budgétaires, le gouvernement a montré son irresponsabilité. C'est probablement là l'aboutissement de son absence de sagesse économique dont les exemples abondent. Il est bon que les Canadiens le sachent. Au cas où ils ne le sauraient pas déjà, il est bon de le leur signaler.

J'ai eu l'honneur et l'avantage d'être présent lorsque John Turner a présenté son budget. Je le vois encore repousser les critiques de l'opposition, tel un évangéliste. On aurait cru que l'on n'avait rien inventé de mieux depuis le fil à couper le beurre. Pour ma part, j'estimais que cela nous entraînerait irrémédiablement vers la dévaluation de notre monnaie. C'était la porte ouverte aux prodigalités du gouvernement. Avec ce budget, les dépenses fédérales ont commencé à augmenter et les budgets déficitaires à se multiplier.

En 1973, j'ai assisté à une réunion à laquelle participaient plusieurs banquiers. L'un d'entre eux, banquier d'expérience et plutôt sensé, m'a demandé ce que je pensais du budget. Je lui ai répondu que le gouvernement libéral allait nous amener tôt ou tard à dévaluer notre monnaie. Il m'a répliqué que c'était totalement irresponsable de la part d'un député de mettre en doute la stabilité de notre monnaie.